

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 34/3

2007

DOI: 10.11588/fr.2007.3.45100

---

#### Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

# Miszellen

JEAN-MARC DREYFUS

## LES BANQUIERS SOUS LA CROIX GAMMÉE

La question de la responsabilité des grandes banques allemandes sous le national-socialisme a été posée dès la capitulation du Troisième Reich<sup>1</sup>. En témoignent d'ailleurs l'intérêt des troupes américaines d'occupation pour les activités des grands établissements de crédit et la création d'une commission financière dans la zone d'occupation américaine, qui interrogea longuement les principaux dirigeants bancaires allemands et produisit des rapports qui ont influencé largement pendant des décennies la perception de l'histoire des banques. L'idée que les grandes établissements ont joué un rôle majeur dans l'arrivée au pouvoir des nazis, puis de soutien à leur politique d'expansion, s'est imposée à ce moment là et il est curieux que la vision propagée dans l'après-guerre par les Soviétiques, qui voyaient dans le nazisme une étape ultime du capitalisme, rejoignait celle courante dans le monde occidental. La recherche historique en ce domaine a pris un tour nouveau à partir des années 1990, portée par la vague de »l'histoire d'entreprise« importée des États-Unis. Pour des raisons de gestion interne, de publicité aussi, quelques grandes entreprises allemandes ont entrepris de faire écrire leur histoire et un moment important fut la publication, en 1995, d'un livre sur la Deutsche Bank commanditée par l'établissement à des historiens indépendants<sup>2</sup>. L'ouvrage, publié pour le 125<sup>e</sup> anniversaire de la banque, ne négligeait pas les aspects les plus difficiles de la période du national-socialisme mais dans l'ensemble la question de la persécution des Juifs n'était traitée qu'en quelques pages. Ce fut en 1995 qu'éclata un premier scandale lié aux biens juifs spoliés, celui de l'or volé et vendu en Suisse. La question se posa de savoir ce qu'il était advenu de l'or des banques centrales des pays occupés mais aussi celui dérobé aux

- 1 Harold JAMES, Die Deutsche Bank und die »Arisierung«, in Verbindung mit den Mitgliedern der Historikerkommission zur Erforschung der Geschichte der Deutschen Bank in der NS-Zeit, Avraham BARKAI, Gerald D. FELDMAN, Lothar GALL, Jonathan STEINBERG. Aus dem Englischen übersetzt von Karl Heinz SIBER, Munich (C. H. Beck) 2001, 266 p., ISBN 3-406-47192-7, EUR 17,50; Ludolf HERBST, Thomas WEIHE (Hg.), Die Commerzbank und die Juden 1933-1945, Munich (C. H. Beck) 2004, 448 p., ISBN 3-406-51873-7, EUR 29,90; Klaus-Dietmar HENKE (Hg.), Die Dresdner Bank im Dritten Reich. Band 1: Johannes BÄR, Die Dresdner Bank in der Wirtschaft des Dritten Reiches; Band 2: Dieter ZIEGLER, Die Dresdner Bank und die deutschen Juden; Band 3: Harald WIXFORTH, Die Expansion der Dresdner Bank in Europa; Band 4: Klaus-Dietmar HENKE: Die Dresdner Bank 1933-1945. Ökonomische Rationalität, Regimenähe, Mittäterschaft, Munich (Oldenbourg) 2005, 2374 p., ISBN 3-486-57780-8, EUR 79,80; Christopher KOPPER, Bankiers unterm Hakenkreuz, Munich (C. Hanser) 2005, 298 p., ISBN 3-446-40315-9, EUR 24,90.
- 2 Lothar GALL, Gerald D. FELDMAN, Harold JAMES, Carl-Ludwig HOLTFRERICH, Hans E. BÜSCHGEN, Die Deutsche Bank 1870-1995, Munich 1995. Le chapitre sur la période du national-socialisme a été rédigé par Harold James.

particuliers, surtout juifs, et jusqu'aux saisies sur les déportés arrivés dans les camps d'extermination et aux dents en or arrachés aux morts assassinés dans les chambres à gaz. L'or était arrivé en Suisse (pour la plus grande partie) après avoir été refondu. Il avait été vendu par l'intermédiaire de banques allemandes. La question était de savoir ce que leurs dirigeants avaient su à l'époque (probablement beaucoup plus qu'ils ne l'avaient admis après 1945).

Alors que les plaintes se multipliaient aux États-Unis et que la couverture médiatique se faisait plus pressante, nombreuses furent les grandes entreprises allemandes à vouloir affronter leur passé et à commanditer des recherches historiques complètes sur la période nazie. Il faut noter que, en Allemagne, au contraire de ce qui se passa dans les autres pays, les recherches ainsi commanditées furent publiées dans des maisons d'édition et diffusées ainsi largement auprès d'un public intéressé (C. H. Beck à Munich récupéra d'ailleurs l'essentiel de ce nouveau marché). Les trois grands établissements de crédit allemands publièrent ainsi chacun à leur tour des ouvrages sur leur passé et sur leur rôle dans l'expansion économique du III<sup>e</sup> Reich et la persécution des Juifs.

Le premier ouvrage considéré ici – «Die Deutsche Bank und die ›Arisierung‹» – est un rapport rédigé à l'été 2000 par l'historien américain Harold JAMES (Princeton), le second en fait d'une série commanditée par la Deutsche Bank et supervisé par l'équipe d'historiens commissionnée par l'établissement (le premier rapport traitait de la Deutsche Bank et de l'or nazi). Dans ce dense petit livre, remarquable synthèse, James étudie la responsabilité de la Deutsche Bank dans la spoliation des biens juifs, et ce sous la plupart des aspects possibles, humains et financiers, et à travers toute l'Europe. La première tâche de la Deutsche Bank, à l'époque le premier établissement financier allemand, fut l'expulsion des membres juifs de son conseil d'administration. Ils étaient traditionnellement nombreux, de par l'histoire bancaire de la sphère germanique depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, qui avait vu les banquiers juifs jouer un rôle prééminent dans l'émergence de la finance moderne et surtout dans ses liens avec l'étranger. Or, les grands établissements de crédit allemands, nés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, s'étaient constitués par l'apport d'établissements privés et les familles juives avaient souvent conservé un poids au sein du conseil d'administration. Le banquier le plus puissant en 1933 au sein de la Deutsche Bank, et on peut le déduire ainsi, de toute l'Allemagne, était Oscar Wassermann, qui était un Juif et même un sioniste affirmé. Il dut rapidement céder sa place après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, sur l'injonction discrète du ministère des Finances, et alors qu'aucune loi ne pouvait être invoquée pour l'écarter.

Il est vrai que sa position avait été fragilisée depuis 1931 et la massive crise rencontrée par les grands établissements de crédit allemand, tout d'abord parce que les premières victoires électorales des nazis, à l'automne 1930 avaient provoqué une énorme fuite des capitaux, et ensuite par une série de faillite en chaîne entamée par la cessation de paiement et les manipulations de cours d'une grande entreprise de textile de Brême, la Nordwolle. Cela provoqua la faillite de la DANAT-Bank, elle-même contrôlée par la Deutsche Bank. Dès 1931, de nombreux directeurs de banques furent remplacés et la suspicion envers les établissements de crédit prit une intonation nettement antisémite. La Deutsche Bank se sépara ainsi rapidement des membres juifs de son conseil d'administration, à l'exception de Georg Solmssen, Juif baptisé qui avait d'ailleurs changé son nom, et qui ne fut écarté qu'en 1938. Sur la question importante des directeurs et employés de rang inférieur au sein de la Deutsche Bank, nombreux à être juif, James explique qu'il n'a pu reconstituer avec précision la chronologie de leur éviction, par manque d'archives. Il est vrai que le style de management de l'énorme établissement de crédit était particulièrement décentralisé. En tout cas, beaucoup de directeurs et d'employés ont pu conserver leur poste jusqu'en 1937 ou 1938, si tant est que des pressions de la part de responsables locaux du parti nazi n'aient pas été trop fortes. La Deutsche Bank s'adapta donc à la nouvelle conjoncture, sans faire trop de zèle, mais en faisant preuve d'une résistance tout de même modérée. Il s'agissait pour les nouveaux dirigeants (et il y eut vraisemblablement un appel d'air vers le haut pour de nombreux jeunes

dirigeants ambitieux et non-juifs), de défendre les intérêts de l'établissement sans se compromettre par trop avec les nouvelles élites du Troisième Reich, et tout en défendant la place de la banque par rapport à celles de ses principaux concurrents. Parmi les nouveaux dirigeants qui ont pu se frayer rapidement une place vers le haut, on ne trouva pas de membres de la SS ou du parti nazi (au contraire, on le verra, de ce qui se passa à la Dresdner Bank) et le seul nazi fut Karl Ritter von Halt, qui servit en quelque sorte de »faux nez« à la banque et dont les relations avec le leadership nazi furent plus que compliquées.

Parmi cette jeune garde montée très vite se trouvait Hermann Josef Abs, devenue une figure marquante de l'histoire économique de l'Allemagne de l'après-guerre et qui sera le grand dirigeant de la Deutsche Bank à partir des années 1950, après avoir négocié pour la jeune République fédérale la réduction de moitié des dettes héritées du Reich et avoir refusé le poste de ministre des Affaires étrangères proposé par Adenauer. La figure de Abs a fait couler beaucoup d'encre, et d'abord à cause d'un livre de 1970 publié par l'historien Eberhard Czichon<sup>3</sup>, dans un but largement politique (pour montrer la continuité entre le Troisième Reich et la République fédérale). Czichon avait accusé Abs d'avoir participé à l'aryanisation des biens juifs et d'avoir soutenu Hitler. L'ouverture relativement récente des archives concernant Abs au sein de la Deutsche Bank permet de dessiner un tableau beaucoup plus nuancé. Abs a continué pendant tout le Troisième Reich à s'affirmer comme un catholique pratiquant, il n'a pas affiché d'antisémitisme et son implication dans quelques cas d'aryanisation (dont celle de l'entreprise de son père, à majorité contrôlée par la famille juive tchèque Petschek et celle de la banque Mendelssohn, rachetée par la Deutsche Bank) n'ont montré qu'une volonté d'aider les familles juives à vendre au mieux leurs biens. Mais Abs était aussi un nationaliste allemand et il utilisa ses réseaux commerciaux et financiers à travers toute l'Europe pour permettre à la Deutsche Bank d'acquérir des positions enviables dans le nouvel ordre européen, en particulier en Bohême-Moravie, aux Pays-Bas et en Pologne. Sa méthode, la négociation plutôt qu'une coercition appuyée sur le pouvoir nazi – méthode utilisée plus largement par la Dresdner Bank – se révéla en fait plus efficace pour mettre la main sur des entreprises intéressantes. Mais ce que l'on retient surtout de la description de Abs fut son extraordinaire habilité, qui lui acquit une carrière presque sans accroc à travers tous les régimes et les bouleversements politiques que connut l'Allemagne. Ses papiers personnels au sein de la banque ont d'ailleurs été quelque peu épurés et on ne trouve pas trace de tous les rendez-vous qu'il a eu pendant le III<sup>e</sup> Reich, ni probablement avec des dignitaires nazis, ni non plus avec des membres de la Résistance aristocratique du cercle de Kreisau.

Le cœur de l'ouvrage est la question de l'aryanisation. La Deutsche Bank ne fit aucun zèle pour s'immiscer dans le nouveau marché, parfois risqué, parfois rémunérateur, de la spoliation des entreprises juives. Si sa direction centrale n'a pas tenté de profiter de la situation, les cas ont été bien plus divers au niveau des filiales et des études plus fines seraient nécessaires au niveau des régions. Or, les grandes banques ont été sollicitées par les responsables économiques mais aussi par les propriétaires juifs. Il s'agissait pour les banques d'utiliser leur réseau afin de trouver des acheteurs aux entreprises, souvent importantes, mais aussi d'apporter des crédits pour financer ces achats. La banque aurait aussi pu profiter de l'aryanisation pour mettre la main sur des banques juives privées, encore nombreuses en Allemagne (la moitié de toutes les banques privées du pays), ce qu'elle ne fit pas, à l'exception de la banque Mendelssohn déjà mentionnée, alors qu'elle avait racheté activement des banques régionales dans les années 1920 pour asseoir sa position dominante. Ce ne fut qu'à partir de 1938 qu'une comptabilité précise des affaires d'aryanisation fut entreprise par la centrale de la banque, après la promulgation des grandes ordonnances d'aryanisation qui obligeait à

3 Eberhard CZICHON, *Der Bankier und die Macht. Hermann Josef Abs in der deutschen Politik*, Cologne 1970.

l'enregistrement et au transfert de toutes les entreprises juives. Plusieurs cas fort intéressants sont détaillés, comme celui de la maison d'édition Suhrkamp. Durant la seule année 1938, la banque travailla à 569 cas d'aryanisation d'entreprises, ce qui, tout compte fait, représente un chiffre très modeste, même si de grandes entreprises furent concernées, comme les tanneries Adler et Oppenheimer, un conglomérat qui avait été créé et avait prospéré à Strasbourg avant 1918.

La retenue dont a su faire preuve la Deutsche Bank face au national-socialisme et à la persécution des Juifs ne s'est pas maintenue après 1939 avec l'expansion du Reich et le contrôle de territoires de plus en plus étendus, qui offrait des opportunités de développement économique. La banque se rua sur les grands établissements bancaires autrichiens (prenant le contrôle du Credit-Anstalt aryanisé) et tchèque, en rachetant la Böhmisches Union-Bank de Prague. Or, ces établissements avaient une importante clientèle juive et ils furent eux actifs dans la spoliation et dans l'aryanisation à bon compte des entreprises. Dans un chapitre qui laisse un peu sur sa faim, James a tenté de décrire les difficultés rencontrées par la banque dans la gestion des comptes juifs, qu'elle détenait très nombreux dans ses écritures. Or, les restrictions aux transferts des devises et les taxes sur celle-ci ont été utilisées dès 1933 comme instrument de la persécution. Par ailleurs, les nombreux contacts à l'étranger de la Deutsche Bank faisaient de l'établissement un outil important de ces transferts, qui demeurèrent longtemps autorisés après des ponctions de plus en plus importantes au profit de l'État allemand, ponctions qui devinrent confiscatoires à partir de 1939. Les comptes juifs ont été bloqués à la fin de 1938 ou au début de 1939, mis à part des versements mensuels largement contingentés et les reliquats des comptes ont servi à financer l'aide sociale versée aux indigents par le Conseil central des Juifs d'Allemagne. À partir de l'automne 1941, les reliquats des comptes des Juifs déportés hors du Reich étaient confisqués purement et simplement. La Deutsche Bank eut à appliquer toutes ses mesures, dans des opérations de plus en plus complexes.

Dans le dernier chapitre, James tente d'évaluer les bénéfices réalisés par la Deutsche Bank dans les opérations d'aryanisation. Le lecteur avait été prévenu dès l'introduction, signée par les membres du comité historique de la banque, qu'une appréciation précise et satisfaisante des profits faits grâce à la persécution des Juifs, n'était pas possible. Les comptes internes de la banque montrent en 1938 un gain d'un peu moins de 1 million de Reichsmark. Mais cette évaluation ne peut suffire et l'auteur se résout à ne pas apporter de chiffre définitif.

L'ouvrage sur la Commerzbank, dirigé par Ludolf HERBST et Thomas WIDER, se concentre également uniquement sur la persécution des Juifs. Il s'agit d'un livre collectif, commandité lui-aussi par l'établissement, qui était le troisième institut de crédit allemand dans les années 1930 et 1940. Le premier chapitre montre la place particulière des Juifs dans la direction de la banque depuis sa création à Hambourg en 1870. Or, si les grandes maisons bancaires juives de la place, dont la banque Warburg, avaient contribué substantiellement à la création, leurs représentants furent rapidement exclus du conseil d'administration, qui demeura presque entièrement «aryen» jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, au contraire des autres grands établissements de crédit du pays, où il y avait en moyenne un quart de Juifs parmi les administrateurs. Avec la «croissance externe» de la banque par rachat de banques privées souvent juives, dont particulièrement la banque J. Dreyfus qui fut à l'origine de la succursale berlinoise, la Commerzbank vit le nombre de Juifs parmi ses dirigeants augmenter rapidement, au point d'avoir la réputation d'être un établissement juif et que des frictions teintées d'antisémitisme apparurent au sein du personnel. En 1931, la Commerzbank n'avait été sauvée de la disparition que par nationalisation partielle, ce qui lui donna le statut particulier d'entreprise d'État, où la loi d'avril 1933 sur la fonction publique, première grande loi antisémite qui renvoyait les fonctionnaires juifs, devait être appliquée.

L'administration allemande avait des moyens de pressions particuliers sur la banque, qui ne fut «reprivatisée» qu'en 1937 mais, au moins jusqu'en 1938, l'établissement garda une

certaine marge de manœuvre et le renvoi des employés juifs ne se fit que progressivement. C'est ce qu'analyse Weihe dans sa contribution, où il montre également que la banque chercha à conserver ses employés juifs à cause de leurs compétences, ceux-ci ayant souvent les contacts nécessaires avec la clientèle juive des entreprises. Lorsque le nombre d'entreprises juives diminua fortement, les raisons de «lutter» pour protéger les cadres bancaires juifs disparurent. La comparaison entre deux filiales, celle de Mayence et celle de Munich, est éclairante. À Munich, le directeur se débarrassa de son dernier employé juif en 1936, sous le motif affirmé de soigner un bon client, à savoir la centrale du parti nazi. À Munich, les flux financiers à traiter augmentèrent considérablement, de même que les profits, alors que ceux de Mayence stagnèrent.

Herbst étudie ensuite l'activité de la Commerzbank dans le domaine de l'aryanisation. Plutôt que de tenter de donner un ordre de grandeur de cette activité (ou des gains éventuels), il la considère en terme de gestion de risque (ce qui est une approche «classique» lorsque l'on fait de l'histoire bancaire). L'établissement n'avait aucun intérêt à l'aryanisation d'entreprises juives avec lesquelles il avait des liens d'affaires anciens, bien établis et de confiance. Le transfert de propriété, sous la pression, devait être géré en terme de risque, particulièrement celui de voir un acheteur «aryen» de l'entreprise arriver, qui fût client d'une autre banque. Il fallait donc tenter de trouver un acheteur lui-même client de la Commerzbank pour reprendre l'affaire à aryaniser, ce qui devait éviter une toujours possible liquidation de l'entreprise et en conséquence une perte d'activité pour sa banque. La phase de transfert de l'activité était la plus dangereuse pour la banque. Cette approche en terme de risque négligeait bien sûr le facteur humain; la Commerzbank ne tenta pas de défendre les intérêts de ses clients mais bien les siens propres. Les chapitres suivants considèrent l'expansion de la Commerzbank vers l'Est, dont la Pologne.

La dernière contribution de l'ouvrage «La Commerzbank et les Juifs», et celle d'Ingo LOOSE, qui s'interroge sur les relations de la banque avec le camp d'Auschwitz-Birkenau. La question est de savoir quels liens ont eu les établissements de crédit avec le gigantesque ensemble concentrationnaire qu'a été Auschwitz, qui a été aussi une plate-forme industrielle où 400 entreprises allemandes ont été actives. Le problème est de savoir aussi ce qu'ont pu savoir les banques de la réalité du camp, et particulièrement des chambres à gaz et des fours crématoires. L'auteur explique bien que le type de documents traités, les archives bancaires, sont rédigées sous une forme neutre, que les informations autres que celles concernant directement les problèmes financiers y sont rares, et qu'on a du mal à conclure sur ce qui a pu être su à la seule lecture de ces dossiers. Il détaille les différentes manières par lesquelles un établissement de crédit (ou un membre du personnel de cet établissement) aurait pu avoir connaissance d'Auschwitz. Par exemple par le financement des installations du camp, ou bien par la tenue de comptes de gardiens SS, ou encore par des liens d'affaires avec l'une ou l'autre entreprise qui a employé des travailleurs forcés à Auschwitz. Finalement, Loose s'est contenté d'aller étudier les dossiers de la filiale d'Erfurt de la Commerzbank. Pourquoi Erfurt? Parce que c'est là que se trouvait l'entreprise de construction de fours crématoires J. A. Topf et fils. La Topf a construit les crématoires d'Auschwitz. Cet exercice de recherche, légitime en soi, avait déjà été fait pour d'autres banques. La Commerzbank a effectivement été l'une des banques de la Topf, qui se trouvait au milieu des années 1930 en grande difficulté financière (l'entreprise avait été créée en 1878). Les engagements de la Topf envers la Commerzbank ont beaucoup augmenté dans la première moitié de 1941. Il est vrai que l'entreprise était «sous-capitalisée» pour utiliser un terme d'aujourd'hui et que, travaillant avec la SS, elle avait décroché des contrats de construction de crématoire dans plusieurs camps de concentration. Elle connaissait donc d'anciennes difficultés de trésorerie en même temps qu'une augmentation de son activité, ce qui générait un fort besoin en crédit. On dirait aujourd'hui un «besoin en fonds de roulement». La Commerzbank ne remplit qu'environ 20% de cette demande. Par ailleurs, les engagements de la Topf

envers sa filiale d'Erfurt diminuèrent à partir de l'été 1941, au moment où, on le sait aujourd'hui, la construction des immenses crématoires était engagée à Auschwitz-Birkenau. Dans le rapport qui accompagne le bilan de 1941, il est fait mention d'un engagement pour des constructions à Auschwitz. Dans les archives de la Commerzbank, sous le dossier »J. A. Topf et fils«, on retrouve le bilan, mais sans le rapport mentionnant Auschwitz. Il est donc impossible pour l'historien de conclure sur la connaissance ou non par les banquiers de la Commerzbank, de l'activité réelle de la Topf.

Le volume sur la Commerzbank est plus modeste que les autres, par sa taille et pas son ambition. Il apporte des informations intéressantes mais manque quelque peu de cohérence. Il reste difficile au lecteur de réaliser véritablement la responsabilité de la banque dans la persécution des Juifs, au contraire de ce dont il dispose pour la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. Par ailleurs, les articles sont quelque peu »désincarnés«. On apprend que tous les membres du conseil d'administration de la banque, sauf un, étaient en 1938 membres du Parti nazi. Une conclusion forte reste à tirer de ces travaux.

Ce n'est bien sûr pas l'impression finale qui ressort de la lecture des quatre volumes sur la Dresdner Bank sous le national-socialisme. Comme le fait remarquer Klaus-Dietmar HENKE, qui a dirigé cet énorme projet et a rédigé le quatrième volume, une brillante synthèse des trois précédents, intitulée: »Rationalité économique, proximité avec le régime et complicité«, jamais une entreprise n'a été étudiée avec autant de détail pour une période historique aussi courte. Il rappelle aussi de façon éclairante combien la recherche sur les banques sous le national-socialisme était en retard jusqu'au milieu des années 1990. Les grands instituts allemands de crédit vivaient encore sous le régime mémoriel créé dès 1945, lorsqu'ils se déchargèrent sur quelques individus, souvent des directeurs ou des membres de conseil d'administration, de l'entière responsabilité des errements de la période nazie. Le grand ordonnateur de cet »auto-blanchiment« de la Dresdner Bank fut Carl Goetz, qui fut président du conseil d'administration de 1933 à 1936 et qui forgea une légende qui domina les écrits de la banque jusqu'en 1994. Goetz avait prétendu avoir été écarté en 1942 de ses fonctions par l'aile, minoritaire et pro-SS, des administrateurs, et il avait été emprisonné plusieurs mois après le complot contre Hitler. Cet autisme se poursuivit jusqu'en 1997 mais, face aux pressions américaines, aux scandales révélés par les médias, la banque changea radicalement d'attitude et commandita les quatre volumes, les 2374 pages publiées. Il faut dire que ce travail fut très bien accueilli par l'ensemble des médias et de l'opinion publique allemande lors de sa publication. En terme d'image, la Dresdner Bank y gagna largement. Elle gagna à ne plus abriter son histoire sous le national-socialisme derrière la personnalité de Goetz et à ne voir en Karl Rasche que le seul mouton noir de l'établissement. Il est vrai qu'Emil Meyer, notoirement nazi et membre de la SS, s'était suicidé en mai 1945 et que Karl Rasche fut le seul grand banquier allemand à être jugé à Nuremberg, lors de l'un des »procès successeurs«, précisément celui de la Wilhelmstrasse. Or, au-delà de ces personnalités, la Dresdner Bank fut de loin l'établissement le plus nazifié, à la fois dans son conseil d'administration (dont nombre de ses membres entrèrent non seulement au Parti mais aussi, activement, dans la SS) et aussi par son soutien économique à la politique d'expansion du Reich et de la SS. La banque y trouva un large bénéfice: de 1933 à 1945, le total de son bilan fut multiplié par trois et ses revenus bruts par dix. Elle atteignit en 1943 une rentabilité des capitaux propres de 15,42% (un record qu'on ne retrouvera qu'après la grande vague de financiarisation de l'économie dans les années 1990). La Dresdner Bank avait accompagné largement l'expansion du Reich, par intérêt mais aussi par idéologie.

Le premier volume, dirigé par Johannes BÄHR, étudie dans le détail la place de la Dresdner Bank dans l'économie du Troisième Reich. L'attitude des employés de la banque est d'abord décrite, puis le développement des affaires et l'attitude de la banque face aux nouvelles opportunités offertes par le changement de régime. Vient ensuite le rôle de la banque dans le financement de l'armement et de l'économie de guerre allemande. Puis, les activités à

l'étranger et vers les pays neutres sont détaillées. Enfin, chapitre crucial, les relations de la Dresdner Bank avec la SS font l'objet d'une centaine de pages.

Le deuxième volume, dirigé par Dieter ZIEGLER, scrute l'attitude de la Dresdner Bank face à la question juive, à l'application des lois antisémites.

Le troisième volume, le plus épais (953 pages), dirigé par Harald WIXFORTH, décrit l'expansion de l'institut de crédit à travers l'Europe occupée.

La dérive de la Dresdner Bank, bien plus nette que celle de la Deutsche Bank, est à première vue d'autant plus étonnante que la place des Juifs dans la banque était très importante. En 1933, 10 des 14 dirigeants de la banque et 4 des 7 membres du conseil d'administration étaient juifs. La banque n'avait pas de lien particulier avec aucun dignitaire nazi ou avec le parti. Le paradoxe fut que, justement, la banque subit d'emblée des pressions intenses de la part du parti et qu'elle était vulnérable sur deux plans: tout d'abord parce qu'elle avait été presque entièrement nationalisée en 1931, et ensuite parce que le programme économique du parti nazi ne pouvait que la menacer. Les déclarations anti-capitalistes étaient nombreuses et, d'après le groupe Keppler, qui réunissait à Hambourg les quelques cadres dirigeants de l'économie entièrement acquis au national-socialisme, les grands établissements de crédit, vus comme juifs, devaient être démantelés, régionalisés. La Dresdner Bank donna un gage au nouveau pouvoir dès 1933, en renvoyant quelques-uns de ses administrateurs juifs. La loi d'avril 1933 sur la réforme de la fonction publique fut l'un des moyens de pressions sur l'établissement, dont le directeur du personnel a par ailleurs tenté d'aider certains directeurs juifs en leur offrant des postes dans des filiales à l'étranger, aux Pays-Bas par exemple. Au même moment, la cellule du parti nazi constituée au sein de la banque, qui ne réunissait tout au plus que 1% des employés, était très active. À la fin de 1935, trois administrateurs et cinq directeurs juifs avaient quitté leurs fonctions.

L'un des moyens utilisés par la direction de la banque pour contrer ces pressions fut de se rapprocher de ces employés nazis et aussi d'embaucher des »Alten Kämpfer« du NSDAP, ces vieux militants qui réclamaient à cor et à cri des récompenses pour leur engagement précoc. Les 5% d'employés juifs de la banque furent très lentement sacrifiés aussi. L'appel d'air offert par le renvoi de ces employés permit l'ascension rapide de quelques nouveaux venus, acquis eux aux thèses nazis, et qui joueront un rôle prédominant dans la banque jusqu'en 1945. Il s'agit d'Emil Meyer, le gendre de Keppler, qui entra au parti nazi et dans la SS en 1933. Le second était le juriste Karl Rasche, qui était à ce moment là membre du Conseil d'administration de la Banque de Westphalie à Bochum, qui avait fait partie des corps francs sur la Baltique après la Première Guerre mondiale mais qui n'était pas membre du parti. Il entra au NSDAP et dans la SS en 1939 seulement et y fut très actif. La politique de la Dresdner Bank changea alors largement. Les choix d'utiliser les opportunités nouvelles proposées par le régime conduisit les dirigeants à s'éloigner progressivement, puis plus rapidement à partir de 1940, des normes communément admises jusque là dans le monde bancaire, mais aussi de la plupart des règles morales.

Tout comme les autres grands établissements de crédit, la Dresdner Bank n'utilisa pas le rachat de banques privées juives pour accélérer son expansion. La politique nazie d'aryanisation des banques favorisait largement la liquidation. La Dresdner Bank racheta tout de même la banque Gebr. Arnhold, vieille et prestigieuse maison de Dresde, ainsi que la filiale berlinoise de celle-ci, Arnhold-Bleichröder. Par contre, elle fut active dans la liquidation d'un grand nombre de ces maisons privées, dans une quarantaine de cas environ. Elle rechercha également des activités dans le domaine de l'aryanisation et surtout poursuivit de façon très agressive son expansion au fur et à mesure de l'avancée en Europe des armées allemandes. Les contacts politiques au plus haut niveau de la hiérarchie nazi, contacts noués dès 1933, permirent à la banque d'engranger des contrats importants. Elle devint ainsi le premier établissement à financer la construction par Hermann Göring de son empire militaro-industriel, et travailla avec les services de l'armement de la marine et de la Luftwaffe. Elle



finança aussi largement les entreprises économiques de la SS, la construction des camps de concentration et le développement des entreprises SS, dans le domaine des carrières, des mines, de la construction. La Dresdner Bank tenta de racheter de grands établissements de crédit en Europe centrale et orientale. Cette politique ne fut pas toujours couronnée de succès face à la concurrence de la Deutsche Bank et à l'habileté de Abs, lequel jouait plus largement la négociation que la contrainte. La Dresdner Bank essuya quelques échecs en Belgique et même dans le partage du système bancaire alsacien et mosellan offert par l'annexion de fait de juin 1940. La Dresdner Bank surtout ne put s'implanter solidement en France, où la marge de manœuvre offerte aux Français par le traité d'armistice, ainsi que la politique suivie par le ministère des Finances à Berlin, interdit aux grands établissements allemands de prendre les positions bancaires et économiques dont elles rêvaient. La seule banque qui put ouvrir une filiale importante à Paris fut l'Aero-Bank, la banque de la Luftwaffe, créée en 1940, et qui rafla peu à peu toutes les affaires de financement de construction aéronautique. La Dresdner ne put avancer qu'en s'appuyant sur Paribas, la grande banque française intéressée à une large collaboration avec les Allemands. Forte de ses appuis politiques, la Dresdner Bank fut active en France à tenter de récupérer des intérêts français à l'étranger, particulièrement dans les Balkans, en Roumanie et, cas beaucoup moins connu, en Norvège, dans la Norsk Hydro (entreprise d'électricité) d'Oslo.

L'amplitude même de cette recherche sur la Dresdner Bank a permis de traiter le sujet dans son intégralité. Par exemple, les années 1943 à 1945 sont complètement étudiées et des données fort intéressantes sont apportées. Ainsi, l'ensemble des prêts dans le total du bilan de la banque a été multiplié par trois entre 1937 et 1943, passant de 7 à 22%. À ce moment là, l'État allemand n'arrivait plus à financer seul l'économie de guerre et l'armement et faisait plus largement appel au crédit. Mais, à partir de 1943, la situation changea. La moitié des prêts accordés par la Dresdner Bank n'était plus pour l'industrie d'armement mais pour les grosses agences gouvernementales de répartition et d'approvisionnement. Le plus gros débiteur de la banque n'était plus l'entreprise Junkers mais la Reichsstelle für Fette und Eier (Office du Reich pour les matières grasses et les œufs)! À ce moment-là, les dirigeants de la banque tentaient déjà de prendre quelques distances avec le régime dont ils avaient été si proches, à lever quelques engagements qui de toute façon étaient largement invalidés par l'avancée de la guerre (comme cet énorme projet d'exploitation des pétroles de Roumanie, piloté par la Wehrmacht). Au même moment, les dépôts de particuliers grossissaient largement. Entre 1940 et 1944, le nombre de clients de la Dresdner Bank augmenta de 60%. Le financement de la guerre était largement permis par le gel forcé de l'épargne imposé par le ministère des Finances.

Les quatre volumes sur l'histoire de la Dresdner Bank sous le national-socialisme, qui ont demandé sept ans de travail, proposent encore bien des surprises et des nouveautés. Ainsi, on apprend que l'entreprise de construction qui construisit deux des chambres à gaz de Birkenau était sous le contrôle de la Dresdner Bank. Ainsi, la banque a vendu vers l'étranger, surtout vers la Suisse, 6,15 tonnes d'or, contre 5,5 seulement pour la Deutsche Bank. À la lecture de ce travail, on se demande seulement si l'établissement a pu profiter ou non dans l'après-guerre de son expansion et des positions acquises sous le nazisme. Si elle ne réussit pas à devancer la Deutsche Bank, la Dresdner Bank connut tout de même un énorme développement de son activité. Certes, on sait qu'elle ne put conserver après 1945 les établissements de crédit étrangers acquis pendant la période nazie, qui furent soit restitués, soit nationalisés, on se doute bien aussi que la masse des dépôts de particulier fut laminée par l'inflation, puis par la réforme monétaire, mais la question reste ouverte de savoir si l'expansion de 1933 à 1945 a été l'une des conditions de la domination de la banque sur l'économie de la République fédérale allemande et de son poids sur les marchés bancaires européens.

Pour le lecteur qui pourrait être intimidé par le volume de cette production, un petit ouvrage vient à point. Il s'agit du livre de Christopher KOPPER, enseignant à l'université de

Bielefeld et pionnier dans les recherches en ce domaine<sup>4</sup>. »Les banquiers sous la croix gammée« est un petit volume écrit d'une plume vive, qui évite les longs développements techniques et qui s'adresse manifestement à un public plus large que les études présentées plus haut. Il s'agit là d'offrir une synthèse des connaissances sur les grands banquiers (des banques de dépôts et d'affaires et non des banques privées) sous le national-socialisme. Les chapitres sont habilement structurées autour de personnalités importantes, ce qui permet à l'auteur de poser les problèmes économiques et politiques auxquels ont été confrontés ces hommes (aucun femme n'apparaît dans cette galerie de portraits), de Max Warburg, le patriote juif de Hambourg, champion de la cause des Juifs allemands et familier de Schacht, à Karl Ritter von Halt, le »Nazi« de la Deutsche Bank, en passant bien sûr par l'incontournable Hermann Josef Abs. L'ouvrage a paru un peu trop tôt pour être la synthèse complète de toutes les recherches récentes sur la question (les volumes sur la Dresdner Bank sont arrivés en 2005 seulement), il laisse aussi de côté beaucoup de questions plus »techniques«, comme les transferts financiers à l'étranger ou les mécanismes de mainmise sur les banques centrales européennes, mais la lecture en est agréable. Dans un chapitre passionnant, Kopper dessine le destin de ces grands banquiers (répétons-le, les dirigeants des grandes banques de dépôt) après la guerre. Il montre la continuité parmi les membres du conseil d'administration de la Deutsche Bank, établissement pour lequel les vrais ruptures en terme de direction avaient eu lieu en 1931 et 1933, même si plusieurs dirigeants passèrent cinq années dans des camps soviétiques d'Allemagne de l'Est, puis dans des prisons de la RDA. Par contre, les dirigeants de la Dresdner Bank ont connu des sorts divergents: Emil Meyer se suicida lors de la défaite finale du Reich et plusieurs membres du conseil d'administration virent leur carrière interrompue, souvent sous la forme d'une généreuse mise en retraite anticipée, à cause de leur passé nazi trop lourdement chargé. La vision d'une continuité complète parmi les hauts dirigeants des grands établissements allemands de crédit ne reflète ainsi pas exactement la réalité, même si, sur une moyenne durée, les sentences pour la participation aux finances de l'Allemagne nazie apparaissent bien légères. On regrettera seulement que l'ouvrage de Christopher Kopper mette surtout l'accent sur les années 1930, sans développer suffisamment les activités bancaires des années de guerre.

Ces recherches sur les grandes banques allemandes sous le national-socialisme, et particulièrement sur leur responsabilité dans la persécution des Juifs, représentent un ensemble d'une rare cohérence historiographique, ce qui s'explique par le contexte même, la demande sociale, économique et politique qui a été l'origine de la commande de ces ouvrages. Les banques allemandes ont cherché à asseoir la légitimité des travaux commandités sur leur propre histoire en embauchant des historiens extérieurs, souvent étrangers, américains. Les banques n'ont d'ailleurs pas été les seules grandes entreprises allemandes à entreprendre l'écriture de leur passé sous le nazisme: il y en eut beaucoup d'autres et on peut citer, entre beaucoup d'autres, le conglomérat d'édition Bertelsmann<sup>5</sup> ou bien la compagnie d'assurance Allianz<sup>6</sup>. La densité de ces recherches fait d'ailleurs ressortir de manière criante le déficit français en ce domaine, où la production historiographique sur la responsabilité des grandes entreprises dans la persécution n'est pas très développée.

La masse de connaissances ainsi accumulée a permis de contrer plusieurs idées jusque là considérées comme acquises quant aux banques allemandes sous le nazisme. Les grands établissements de crédit n'ont pas été les promotrices du national-socialisme, elles n'ont pas financé le parti nazi, sauf à la marge, dans sa conquête du pouvoir. À de rares exceptions

4 Christopher KOPPER, *Zwischen Marktwirtschaft und Dirigismus. Bankenpolitik im »Dritten Reich« 1933–1939*, Bonn 1995.

5 Saul FRIEDLÄNDER, et al., *Bertelsmann im Dritten Reich*, Munich 2002.

6 Gerald D. FELDMAN, *Die Allianz und die deutsche Versicherungswirtschaft, 1933–1945*, Munich 2001.

près, les dirigeants des banques n'ont pas été séduits par le nazisme, surtout lorsque celui-ci menaçait les libertés économiques et prônait une économie dirigée et nationalisée, comme cela était le cas au sein de la SA. Par contre, la dérive vers la droite, l'adhésion aux idées du parti national-allemand de nombreux dirigeants, a permis leur accommodement assez rapide avec le nouveau régime. Ces recherches battent totalement en brèche la théorie qui voyait les banques allemandes comme promotrices du nazisme, qui auraient pu dicter aux nouveaux dirigeants allemands leur politique économique et militaire (en faveur de l'expansion). Toutes les grandes banques ont eu une marge de manœuvre plus large que ce qu'elles avaient prétendu après la guerre. Elles ont réagi de façon différente les unes des autres, se nazifiant plus ou moins au niveau de leur direction. Aucune n'a fait preuve d'une réelle résistance. Les banques ont accepté de se plier aux exigences des nazis pour maintenir leur autonomie: elles ont défendu leurs propres intérêts et non pas ceux de leurs employés et clients juifs. Après cinq années d'adaptation, elles étaient cependant prêtes à suivre les politiques antisémites radicales mises en œuvre, la spoliation complète des Juifs, mais aussi les conquêtes allemandes en Europe centrale et orientale. En 1945, la Deutsche Bank disparut et fut scindée en établissements régionaux. Elle ne fut «réunifiée» qu'en 1958, pour redevenir l'une des principales banques européennes. Sur le moyen terme, la période du nazisme ne fut pas une période de rupture radicale pour elle.